
H-France Review Vol. 22 (January 2022), No. 13

Noëlline Castagnez, Frédéric Cépède, Fabien Conord, Pascale Goetschel et Gilles Vergnon (dir.), *Pas d'histoire sans archives. Mélanges « secret défense » offerts à Gilles Morin*. Nancy, Arbre bleu éditions, 2020. 273 pp. €20.00 (pb). ISBN 9791090129375.

Compte-rendu par Jean Vigreux, Université de Bourgogne.

Voici un ouvrage qui est le bienvenu. Non seulement, il s'agit de l'hommage de collègues et amis fidèles à l'historien Gilles Morin, qui vient de faire valoir ses droits à la retraite, mais aussi une réflexion à plusieurs voix sur la place des archives dans l'écriture de l'histoire et sur l'histoire sociale du politique, dans le sillage de la nouvelle société française d'histoire politique (SFHPo) née en 2019.

Si le clin d'œil sur le « secret défense » dans le titre peut être lu dans différentes directions, comme le suggère le texte introductif (p. 18) où ses amis ont préparé dans le plus grand secret l'ouvrage, ce sont aussi les menaces actuelles sur l'accès aux archives qui sont en arrière-plan du livre. À la suite d'une circulaire du ministère de la défense sur l'IGI 1300, une interprétation de plus en plus restrictive du marquage « secret défense » a été formulée et mise en œuvre. Ainsi, tout document « classifiés au titre du secret de la défense nationale », devait être déclassifié par l'autorité compétente avant communication. C'est un recul sans précédent qui, sous couvert de réglementation nouvelle, met fin au principe d'accessibilité aux archives. Gilles Morin, président de l'Association des usagers du service public des archives nationales (AUSPAN) ne pouvait pas rester indifférent à cette circulaire et a réagi en alertant la communauté des historiens « ainsi, le dossier secret de l'Affaire Dreyfus, les documents tamponnés de la Grande Guerre sont eux aussi concernés. Sans parler des documents de la période de Vichy, ceux du BCRA, et bien sûr ceux de la guerre d'Algérie qui devaient s'ouvrir. Seront-ils déclassifiés ou une censure les fera-t-elle disparaître ? » (p. 19). Gilles Morin a travaillé sans relâche, et œuvre toujours, pour l'accès démocratique aux archives, non seulement comme matériau de l'historien, mais aussi dans un souci de transparence au sein de la République.

Cette défense d'un accès libre aux archives participe de sa conception de l'histoire et d'une pratique quotidienne de son métier. Qui ne l'a pas croisé dans les salles de lectures aux Archives nationales à Paris ou Pierrefitte-sur-Seine, ou aux archives de la Préfecture de police au Pré-Saint-Gervais ? Soucieux d'un usage de plus en plus ouvert, il a partagé ses notes, mais aussi les inventaires, avec de nombreux collègues ou jeunes étudiants : un homme généreux et « partageux ». Ses conseils avisés ont pu aider ou réorienter le chercheur perdu.

La préface d'Antoine Prost, son directeur de thèse, invite à prendre en considération que « cet éloge des archives n'est pas aveugle. Les historiens savent bien que la vérité n'est pas cachée dans les archives comme un graal, qu'elle demande pour apparaître critiques et recoupements, et qu'elle reste même parfois hors d'atteinte (...) » (p. 7).

L'introduction signée par l'équipe plurielle qui a dirigé l'ouvrage insiste sur « le rôle majeur joué par les archives dans l'écriture de l'histoire » (p. 9), offre un panorama complet de l'œuvre de Gilles Morin qui, chercheur de grande qualité, a fait toute sa carrière à côté de l'Université ou du CNRS, comme enseignant du secondaire. Ce pas de côté peut aussi donner beaucoup d'espoir à de jeunes docteurs qui sont aujourd'hui sans emploi. Peut-être que l'introduction aurait mérité une biographie plus précise de Gilles Morin, comme celles qu'il rédige pour le Maitron (plus de 1967 notices signées par Gilles Morin) même si sa modestie en aurait souffert. Toutefois, l'introduction présente bien son parcours professionnel, celui d'un enseignant au lycée et d'un chercheur passionné et militant. Cet aspect du militantisme révèle des facettes précises d'une « quête de vérité », mais aussi d'humanisme et en particulier au début des années 1980, de défense de dissidents polonais comme Edmund Baluka, membre de Solidarnosc, soutenu activement dans les colonnes de l'organe central du Parti communiste internationaliste (PCI) *Informations Ouvrières* (courant trotskyste « lambertiste »). Puis, au cours de ces années 1980, il milite au sein du PS, dont il devient l'un des meilleurs connaisseurs en particulier à la fin des années 1950 et au début de la V^e République. Il soutient en 1980, sa maîtrise d'histoire à Paris 1 sur « L'origine de la crise de la SFIO (1956-1958) : la crise de la SFIO et l'agonie de la IV^e République », puis il commence sa thèse « De l'opposition socialiste à la guerre d'Algérie au Parti socialiste autonome, 1954-1960 : un courant socialiste de la SFIO au PSU » soutenue en 1992 sous la direction d'Antoine Prost. Entre temps, il participe activement à l'élaboration de l'ouvrage de Jean-Pierre Biondi [1] et surtout aux versements d'archives issues de ces courants de gauche du monde socialiste ; il permet aux archives de militants passés au PSU d'entrer au Centre de recherches d'histoire des mouvements sociaux et du syndicalisme (CHRMSS Paris 1), puis il fait l'inventaire des papiers personnels de Marceau Pivert (au CHRMSS en 1993).

Cet intérêt pour les archives reste une boussole tout comme sa conception collective de la recherche. S'il a publié plus d'une douzaine d'ouvrages, ils sont tous collectifs, faisant la place belle aux projets d'équipes ou aux colloques. La riche bibliographie (p. 255-267) souligne l'importance de l'œuvre scientifique de Gilles Morin où le collectif l'emporte toujours sur le singulier, tant dans ses travaux menés dans le cadre du Maitron ou *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*, de la revue *Vingtième siècle* ou enfin de l'Office universitaire de recherche socialiste et sa revue *Recherche socialiste*.

L'ouvrage se compose de cinq grandes parties qui reprennent les thèmes centraux des recherches et publications de Gilles Morin. La première partie « Traces de vie et engagement » offre quatre portraits de militants issus des rangs socialistes ou des gauches : Eugène Baudin (1853-1918), ouvrier qui devient le premier député socialiste du Cher (par Gilles Candar) ; de Jean Lorriss, l'infatigable propagandiste socialiste qui a participé à l'édition de nombreuses brochures et surtout à *l'Encyclopédie socialiste* (par Vincent Chambarlhac et Thierry Hohl) ; de Jacques Vivez, prêtre-ouvrier fidèle à l'Église et au monde ouvrier, qui garde jusqu'à son dernier souffle sur sa table « la Bible et *l'Humanité* » (par Nathalie Viet-Depaule) et, enfin, de Pierre Rosanvallon, intellectuel de la CFDT, qui publie en 1972 sous le pseudonyme de Pierre Ranval, *Hiérarchie des salaires et luttes des classes* (par Frank Georgi). Chacun éclaire des itinéraires de militants de second rang, qui œuvrent loin derrière les porte-paroles ou les dirigeants des organisations, soulignant

l'importance d'une histoire sociale du politique fondée sur une histoire des « obscurs et sans grade » comme le proposait Jean Maitron.

La seconde partie consacrée à la Seconde Guerre mondiale (« En guerre : collaboration, résistance et attentisme ») offre des portraits encore plus contrastés, avec leur part d'ombre et d'intime. Gilles Vergnon présente le parcours Maud Champetier de Ribes, compagne du chef milicien Raoul Dagostini, collaboratrice fusillée en 1944, que l'on pouvait considérer comme une « *Lacombe Lucien* au féminin ». Mais l'auteur déconstruit grâce aux archives, sa déposition devant la cour martiale du Rhône où elle signalait être entrée en « collaboration par le hasard de sa passion », retraçant avec finesse ses choix politiques assumés. Fabien Conord, à partir du *Journal de guerre* d'Alexandre Varenne, qu'il a découvert et édité il y a peu, revisite comment cet homme de gauche « éloigné de la SFIO » décrit d'anciens socialistes devenus favorables au régime de Vichy, le « dernier carré de renégats » (René Brunet, Paul Faure, Albert Paulin et Isidore Thivrier), sans oublier Adrien Marquet. Cette dérive que Varenne analyse avec férocité est contrebalancée par des itinéraires résistants, comme ceux connus de Léon Blum, Vincent Auriol et Jules Moch, mais l'amertume est telle qu'il dénonce les partis et s'en remet à la Libération au général de Gaulle, mais aussi à l'UDSR, renouant avec la quête du sauveur... La troisième contribution, sous la plume de Noëlline Castagnez, reprend à partir du journal de Jean-Baptiste Sévérac (journal du tenu du 30 juin 1940 au 8 mai 1945), la question sensible et complexe de « l'attentisme » et du « non-consentement ». Noëlline Castagnez invite à découvrir ce qui structure la pensée et la pratique d'un homme liées à son humanisme le conduisant, avec sa fidélité à Paul Faure, à se définir comme démocrate et socialiste. Ces trois parcours montrent les doutes à l'œuvre, et permettent d'aborder le « for intérieur » révélant la question des contradictions des individus, de l'intime, proposant une anthropologie des acteurs.

Ce souci de l'archive se concrétise dans la troisième partie, « Arrêts sur archives », où Anne Simonin, en partant d'un article relu et annoté par le général de Gaulle durant l'hiver 1940-1941 de Raymond Aron, paraissant dans *La France Libre* en janvier 1941, aborde la question de l'engagement gaulliste et des rapports complexes entre les deux hommes. Il s'agit du récit immédiat sur la *Bataille de France* où Aron accepte et valide les corrections du général (à l'exception d'une) et de fait a « presque été gaulliste » (p. 118). Le second exemple, est celui « des archives et des histoires de famille » que Frédéric Cépède, reprend sans tabou avec la question du jeune frère de Michel Cépède, Paul Cépède, engagé dans la 2^e DB, participant aux combats d'Alsace puis d'Allemagne en 1945, avant d'être tué en Indochine en 1948. Ce récit familial omettait toutefois que Paul serait passé par la Milice, ce qui n'est pas confirmé. Dans cette histoire tragique, l'auteur invite Gilles Morin à reprendre le dossier lui proposant un sujet de recherche en micro-histoire (p. 146). Pour terminer cette partie, Gilles Richard, président de la SFHPO, fournit un commentaire d'un « document sans relief » trouvé dans les archives Paul Reynaud (p. 148) : il s'agit d'une lettre de Valéry Giscard d'Estaing envoyée aux députés indépendants le 2 mai 1961. Si cette lettre reste confidentielle dans l'historiographie, Gilles Richard, en fin connaisseur de l'histoire politique des droites et des indépendants, souligne en quoi elle peut être considérée comme une matrice d'une stratégie giscardienne sur le temps long, à savoir la conquête du pouvoir à l'abri des gaullistes : les ingrédients sont là, il manque les circonstances qui seront présentes en 1974.

La quatrième partie, « Socialisme et société », consacrée au Parti socialiste, revient plus sur l'histoire après 1945. Michel Dreyfus analyse « l'effondrement du trépied » qui organisait la famille socialiste depuis Compère-Morel : la SFIO, la CGT-FO et la Fédération nationale des

coopératives. Le repli de chaque organisation sur elle-même est révélateur d'une crise profonde accentuée par la fin de la IV^e République. Ismail Ferhat, examine alors la place des enseignants au sein de la SFIO au moment de la Guerre d'Algérie en déconstruisant cette idée souvent reçue d'« un parti contre sa base ? ». La crise inédite entre le parti et les enseignants dans laquelle s'engouffrent le PSA, puis le PSU, ne marque pas une rupture sans retour, loin s'en faut. Analysant les ressorts d'une « réconciliation partielle sous le sceau de la laïcité », l'auteur souligne une triple dynamique : conjoncturelle (avec l'arrivée de Pierre Desvalois à la tête du SNI, un instituteur mollétiste hostile au PSA), culturelle (la force de la référence laïque au moment de la loi Debré-Guermeur) et sociologique (avec les réseaux socialistes étudiés entre autres par Gilles Morin). Dans sa contribution sur « la longue marche des socialistes bretons », Christian Bougeard revient sur une dimension régionale en reprenant le jeu d'échelles pour écrire l'histoire des socialistes des débuts de la Cinquième République jusqu'à la victoire de François Mitterrand en 1981, inversant les rapports de force droite/gauche en Bretagne.

Enfin, la dernière partie, « L'État, ses préfets et sa police » reprend la question des archives. Pascale Goetschel, en proposant une mise en regard des rapports de quinzaine des Renseignements généraux de la Préfecture de police de Paris et des synthèses départementales sous l'Occupation, revisite les travaux pionniers de Pierre Laborie sur « l'opinion publique », en focalisant son analyse autour du 6 juin 1944 : le débarquement et ses effets induits jusqu'à la Libération et l'installation du GPRF. Puis, Christian Chevandier, à partir des archives de Maurice Grimaud, Préfet de police de Paris, revient sur les logiques à l'œuvre pour saisir au mieux le processus décisionnel du préfet lors des événements de mai-juin 1968, soulignant son humanisme et son histoire personnelle. Enfin, Anne-Laure Ollivier et Mathieu Fulla ouvrent un chantier important, celui de la fronde policière du 3 juin 1983 où après l'assassinat de policiers par Action Directe, une partie de la police manifeste contre le pouvoir avec Jean-Marie Le Pen. Si l'événement marque le pouvoir socialiste, c'est qu'il renvoie à plusieurs dynamiques sur l'ordre républicain, rejouant des événements passés, sans négliger les rapports entretenus entre le PS et la police au cours des années 1970 et 1980. Gaston Defferre, Ministre de l'Intérieur, est remplacé en 1984 par Pierre Joxe, qui met en place des réformes importantes et une refonte de la police.

Le titre « pas d'histoire sans archives » illustre avec force la qualité de l'historien Gilles Morin et la part de son œuvre au sein de l'historiographie du socialisme. Si l'ouvrage est conçu comme un remerciement pour « *ce qu'il a fait* » et « *apportera encore* » (préface p. 8), c'est aussi un témoignage du renouveau et de la vitalité de l'histoire politique. Un épilogue aurait pu inverser la proposition, « pas d'archives sans histoire » afin de comprendre au mieux la logique de la constitution des fonds, de leur sauvegarde et surtout, dans le contexte actuel de leur ouverture (ou pas ?)...

LIST OF ESSAYS

Antoine Prost, Préface

Noëlline Castagnez, Frédéric Cépède, Fabien Conord, Pascale Goetschel et Gilles Vergnon, Introduction

Trace des vies et d'engagements

Gilles Candar, Élections, socialisme et république, à propos d'Eugène Baudin

Vincent Chambarlhac et Thierry Hohl, Jean Lorriss, le parcours d'un propagandiste socialiste

Nathalie Viet-Depaule, Jacques Vivez ou un parcours de prêtre-ouvrier

Frank Georgi, Rosanvallon avant Rosanvallon? Genèse syndicale d'une pensée du politique (1968-1977)

En guerre : collaboration, résistance et attentisme

Gilles Vergnon, M. la maudite ou Lacombe Lucienne ? Le parcours de la milicienne Maud Champetier de Ribes

Fabien Conord, 'Le dernier carré des renégats'? Les socialistes pendant la Seconde Guerre mondiale sous le regard d'Alexandre Varenne

Noëlline Castagnez, 'S'abstenir n'est pas toujours une lâcheté'. L'attentisme ou le non-consentement de Jean-Baptiste Séverac dans son journal (30 juin 1940-8 mai 1945)

Arrêts sur archives

Anne Simonin, Raymond Aron gaulliste malgré lui (novembre 1940-janvier 1941)

Frédéric Cépède, L'histoire, les archives et les histoires de famille dans la guerre

Gilles Richard, Vers la scission du CNIP. Giscard d'Estaing écrit aux députés indépendants le 2 mai 1961

Socialisme et société

Michel Dreyfus, L'effondrement du trépied. La SFIO, FO et la FNCC, de la Libération aux années 1960

Ismail Ferhat, Un parti contre sa base ? La SFIO, la guerre d'Algérie et le monde enseignant

Christian Bougeard, 1958-1981 : retour sur la longue marche des socialistes bretons

L'état, ses préfets et sa police

Pascale Goetschel, Épier l'opinion publique à Paris. Avant et après le débarquement du 6 juin 1944

Christian Chevandier, Maurice Grimaud, préfet, lettré, exemplaire

Mathieu Fulla et Anne-Laure Ollivier, Mais que fait la police ? Le gouvernement socialiste face à la fronde policière du 3 juin 1983

Liliane Guignard-Gisselbrecht, Gilles Morin Président... de la société des Amis de Léon Blum

NOTES

[1] Jean-Pierre Biondi, *Les Anticolonialistes (1881-1962)* (Paris : Robert Laffont, 1992).

Jean Vigreux
Université de Bourgogne
jean.vigreux@u-bourgogne.fr

Copyright © 2022 by the Society for French Historical Studies, all rights reserved. The Society for French Historical Studies permits the electronic distribution of individual reviews for nonprofit educational purposes, provided that full and accurate credit is given to the author, the date of publication, and the location of the review on the H-France website. The Society for French Historical Studies reserves the right to withdraw the license for redistribution/republication of individual reviews at any time and for any specific case. Neither bulk redistribution/republication in electronic form of more than five percent of the contents of *H-France Review* nor republication of any amount in print form will be permitted without permission. For any other proposed uses, contact the Editor-in-Chief of H-France. The views posted on *H-France Review* are not necessarily the views of the Society for French Historical Studies.

ISSN 1553-9172